



La CGT départementale communique...

Union Départementale Cgt de Saône et Loire - 5 rue Guynemer - 71200 LE CREUSOT
Tél 03 85 57 35 15 - Mail nd71@cgt.fr - Site : <https://www.nd71.cgt.fr>

Agenda 2024

Commission Exécutive

UD

- ✚ Lundi 13 mai
- ✚ Lundi 10 juin
- ✚ Lundi 8 juillet
- ✚ Lundi 9 septembre
- ✚ Lundi 14 octobre
- ✚ Mardi 12 novembre
- ✚ Lundi 9 décembre



« Nous sommes à la fin d'un cycle, à un instant crucial qui exige un sursaut. Il nous faut changer de braquet pour empêcher les catastrophes annoncées d'advenir. Et en ces temps de crise, l'histoire peut nous aider. Le programme du Conseil national de la Résistance, publié clandestinement en 1944, constitue une formidable source d'inspiration. »

Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT

4 avril 2024

SANTE: Journée de mobilisation de l'action sociale, la CGT Santé Action Sociale tire la sonnette d'alarme

Jeudi 4 avril, le secteur de l'action sociale se mobilise à Chalon-sur-Saône pour réclamer des augmentations de salaires et davantage de moyens. À l'appel de la CGT Santé Action Sociale, les salariés du social, du médico-social et de la protection de l'enfance dénoncent un secteur à bout de souffle qui souffre d'un manque d'attractivité. Plus de détails avec Info Chalon.

Jeudi 4 avril 2024, les salariés de l'action sociale sont appelés à manifester dans toute la France pour dénoncer leurs conditions de travail et réclamer des augmentations salariales. À l'appel de la CGT Santé Action Sociale, une manifestation est prévue au départ de la Maison des Syndicats de Chalon-sur-Saône. Le syndicat s'inquiète d'un secteur qu'il considère comme le parent pauvre de l'action publique.

Près d'une centaine de professionnels, 98 selon la Police, ont déambulé dans les rues de la Ville de Niépce, dénonçant le manque de moyens humains et matériels dans **un secteur à bout de souffle**.

« Depuis des décennies, nous constatons et dénonçons la dégradation immuable de notre secteur. Nous sommes témoins impuissants du mépris du gouvernement et des employeurs envers les salariés, mais aussi envers les personnes accompagnées », dénonce Céline Cuenot, la déléguée syndicale CGT Sauvegarde 71.



Une perte de sens au travail et un manque de moyens qui pénalisent à la fois les professionnels et les usagers.

Parti à 14 heures 30 de la Maison des Syndicats, le cortège s'est dirigé vers la Rue de Belfort, la Place de Beaune, la Place Général de Gaulle, la Rue Général Leclerc avant de s'arrêter sur la Place de l'Hôtel de Ville, l'occasion de quelques prises de parole dont celle d'Hervé Maillot, le secrétaire général de l'Union Départementale CGT 71.

Parmi les professionnels présents, on comptait des salariés de l'APF, l'AMEC, la PEP 71, la Sauvegarde 71, les Papillons Blancs d'Autun et Centre Saône-et-Loire, de la Mutualité Française, du CHS des Sevrey, des CH de Montceau-les-Mines et William Morey de Chalon-sur-Saône et d'Autun.

Outre la fragilisation du secteur suite notamment à la crise sanitaire, les manifestants demandent une reconnaissance salariale pour tous les travailleurs n'ayant pas bénéficié du Ségur de la santé. Les revendications portent également sur l'amélioration des conditions de travail et la revalorisation des salaires, notamment dans la branche associative sanitaire et sociale où les rémunérations sont jugées insuffisantes.

17 avril 2024

GUEUGNON : Plan de départ volontaire chez Aperam : « Rien ne justifie cette décision »

Un plan de départ volontaire autonome annoncé concernant 70 emplois et annoncé depuis peu par la direction, suscite l'inquiétude des 728 salariés du site Aperam de Gueugnon. Le corps syndical est mobilisé. L'avocat parisien Philippe Pradal a pris la parole sur site devant près de 200 salariés ce mercredi.

Philippe Pradal, avocat parisien spécialisé en Droit Social, suit le dossier Aperam depuis 2023. Il est le porte-parole de l'intersyndicale des représentants élus du personnel Aperam. Il a parlé, ce mercredi à Gueugnon, derrière une grille, incarnant le caractère "fermé" du dialogue avec la direction.

« Ils y détricotent depuis toujours. Quand je suis rentré chez Aperam il y a 30 ans, on était plus de 1 700 salariés à Gueugnon. » Christophe Michon, délégué CGT et guitariste du groupe de rock festif local Chapakuaï, n'avait pas le cœur à jouer ce mercredi matin. Tête baissée, visage fermé, il écoute, comme près de 200 salariés présents sur le site gueugnonnais historique du géant mondial de l'acier inoxydable, les explications de l'avocat parisien Philippe Pradal, descendu exprès en Bourgogne, quelques jours après l'annonce d'un plan de départ volontaire autonome concernant 70 emplois.

« Ce sont les bons chiffres. Et ça représente environ 10 % des effectifs puisque le site de Gueugnon emploie aujourd'hui 728 salariés tous services confondus et équivalent temps plein », précisait d'emblée celui qui est le porte-parole de l'intersyndicale des représentants élus du personnel Aperam. Et de rappeler les raisons qui, selon lui, ont mené à ce plan de départ volontaire autonome.

Mickaël Wamen, expert du cabinet Alter, travaille sur la situation de l'emploi chez Aperam Gueugnon depuis 2019. Personnage au verbe haut et engagé politiquement à gauche, a carrément parlé, "d'actionnaires très gourmands qui en veulent toujours plus".



Un dispositif peu utilisé « sorti du chapeau »

« C'est un dispositif très peu utilisé par les employeurs. Là, ils nous l'ont sorti du chapeau car vos organisations représentantes ont refusé le projet antérieur de ruptures conventionnelles collectives porté par votre direction. Les syndicats ont en effet considéré que c'était un outil de désorganisation de la masse salariale. Alors, la direction a trouvé cette parade. Mais normalement, un plan de départ volontaire est toujours adossé à un plan de sauvegarde de l'emploi aux yeux de la loi. Ce qui signifie qu'il faut qu'il y ait un motif

économique réel pour faire partir les gens. Or là, rien ne justifie cette décision économiquement. Ils font ça pour vous

désunir. Ne tombez pas dans le piège. Restez soudés. Les seniors n'ont pas vocation à partir. Le tutorat, le transfert des savoirs auprès des jeunes, c'est très important ! », haranguait Philippe Pradal.

« Si on parle de départs, il faut parler d'embauches. Vous êtes rentables. »

À ses côtés, Mickaël Wamen, expert du cabinet Alter qui suit Aperam depuis 2019, enfonçait le clou.

« C'était déjà la même chose en 2020 quand la production était sur un cycle bas. Ils en ont profité. On n'a pas lâché. 110 emplois ont été sauvés. Si on parle de départs, il faut parler d'embauches. C'est notre position. Si vous ne bougez pas là, après ce sera le Plan de sauvegarde de l'emploi. Or vous êtes rentables. La preuve, vous avez reversé il y a peu, plus de 80 % de résultat net à vos actionnaires. C'est un record. Donc, ça va pas si mal ! Mais ils sont gourmands. Ils en veulent plus. Accepter ce plan de départ volontaire autonome, c'est accepter que le site ferme à plus ou moins long terme. Il y aura toujours une réelle utilité à avoir des hommes derrière les machines. Et tant mieux », insistait le leader syndical et politique.

De leur côté, les syndicats de chez Aperam, notamment la CGT, ont lancé un appel à la grève illimitée depuis le début du mois. « Il y a déjà eu des secteurs à l'arrêt comme en premier recuit et en laminage. Mais la production n'a pas été bloquée », concluait Maxence Jouhandeaud, de la CGT.

Réaction - « Pour garantir une stratégie de développement pour Gueugnon »

Lionel Martin, le directeur d'Aperam Gueugnon, a accepté de répondre à nos questions suite au rassemblement de mercredi matin sur le site gueugnonnais, après l'annonce d'un PDVA (Plan de départ volontaire autonome). Lequel a soulevé beaucoup d'inquiétude chez les salariés.

Le PDVA (Plan de départ volontaire autonome) concerne 70 emplois selon les syndicats. D'abord, confirmez-vous ce chiffre et ensuite que répondez-vous aux représentants du personnel qui considèrent ce plan comme « non justifié économiquement » ?

« Sur le chiffre, je ne peux pas le confirmer pour l'instant. Il y a un cadre légal précis. Mais je le ferai en temps voulu. Sur le volet économique, il faut voir le côté positif. On investit beaucoup sur le site de Gueugnon [pour aller vers des produits d'excellence](#). On a confiance dans la compétence de nos salariés. Donc, on confirme cette stratégie. Gueugnon n'est pas une exception. D'autres sites du groupe Aperam sont soumis à ce plan de compétitivité, dont l'un des axes est le Plan de départ volontaire autonome, pour s'adapter à un marché très compétitif. »

L'intersyndicale, notamment par la voix de l'avocat parisien Philippe Pradal, parle de « volonté de désunir les salariés » de votre part en « préparant plus tard un Plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) ». Comment réagissez-vous ?

« On a besoin de ce plan de compétitivité auquel est adossé ce Plan de départ volontaire autonome. C'est nécessaire. C'est sûr. Mais ça s'arrête là. Pour le reste, je m'en tiens aux faits. Ce jeudi matin, (interview réalisée ce vendredi 19 avril, N.D.L.R.), le processus de consultation des salariés pour le plan de compétitivité - dont le PDVA - a débuté. Des informations et des échanges auront lieu très vite avec le personnel et ses représentants. La direction est ouverte au dialogue avec les syndicats. On ne parle que de départs volontaires. C'est important à rappeler. »

Parler de marché compétitif, c'est dire qu'il y a des cycles hauts et des cycles bas dans votre activité. Mais n'y a-t-il pas déjà le recours aux intérimaires comme variable d'ajustement ? Pourquoi solliciter des salariés en CDI et à temps plein ?

« On est effectivement dans un business très cyclique. L'objectif du PDVA est d'être compétitif quel que soit le cycle économique. Avec ce PDVA, on est en train de négocier les conditions de départs de certains salariés. Mais seulement sur la base du volontariat. C'est écrit noir sur blanc. C'est un plan pour garantir une stratégie de développement pour Gueugnon. »

18 avril 2024

CHALON : Piquet de grève chez Amcor

une trentaine de salariés présents pour montrer leur mécontentement face à la Direction qui veut changer nos plannings 3x8 et mettre nos jours de repos (NT) en milieu de semaine ce qui cassera le rythme du poste avec une reprise juste derrière. Déjà que faire les postes n'est pas facile à assimiler pour le corps et que les salariés perdent de l'espérance de vie. Ce rythme sera encore plus dur à supporter et ceci toujours pour la rentabilité et le besoin des clients aux détriments de notre santé. Voilà pourquoi nous ne céderons pas et nous nous battons pour avoir gain de cause. Action à venir et en préparation !!!!



23 avril 2024

LE CREUSOT: Grève ce mardi à la villa Victor Hugo à l'appel de la CGT

À l'appel de la section syndicale CGT de la Villa Victor Hugo (EHPAD) représentée notamment par Grégory Saez et Rosa Leite, une partie des salariés s'est mise en grève ce mardi matin. Ce mouvement de protestation a débuté ce 23 avril 2024 à 9h15 et prendra fin le 23 avril 2024 à 16h39 très exactement. Par cette action, les représentants du CSE souhaitent protester contre les dégradations des conditions de travail. Ils tiennent à attirer l'attention de la direction sur du matériel cassé, défectueux et non réparé à ce jour. Ils ciblent des problèmes électriques, de plomberie, des fenêtres cassées... mais également l'absence de revalorisation des salaires et demandent une ouverture immédiate des négociations annuelles obligatoires (NAO). Les membres du CSE mettent en avant une surcharge et l'alourdissement des conditions de travail, la

pénibilité physique, l'impossibilité d'évolution des salariés, le manque de moyens humains et financiers, la difficulté aussi de répondre à la totalité des besoins des résidents... À ce titre, ils revendiquent la revalorisation des salaires du personnel à hauteur du travail effectué, l'accessibilité à la formation à tout le personnel, l'embauche de personnel soignant, une augmentation de la prime du dimanche, jours fériés et prime de nuit...sans oublier une réparation rapide du matériel défectueux. Ce mardi matin une trentaine de personnes sur les 40 salariés étaient en grève.



Ce conflit est soutenu par l'Union locale CGT du Creusot représentée par Patrick Martin secrétaire de l'UL mais aussi par les représentants CGT des CSE d'Alstom, Thermodyn...et même du syndicat de la Santé Action Sociale 71. Un rendez-vous aura lieu à 15 heures ce mardi 23 avril avec la Direction pour faire le point sur les revendications.

Le 1^{er} mai 2024 en Saône et Loire

MONTCEAU : Rassemblement du 1^{er} mai, dépôt de gerbe et chants de la Mère en Gueule

En ce dimanche du 1er mai, près d'une centaine de personnes, répondant à l'appel de la CGT, se sont rassemblées devant le Syndicat des Mineurs pour se rendre par la passerelle au monument aux morts de la mine pour un dépôt de gerbe.

Dans un premier temps, le secrétaire général de l'Union locale CGT Robert Wattebled, a rappelé le sens de cette journée du 1er mai « qui n'est pas la fête du travail, langage purement pétainiste, mais la Journée internationale de Solidarité et de Lutte des travailleurs du Monde. »

En manifestant le 1er mai, nous exigeons de mieux vivre et une paix juste et durable partout où la guerre fait rage. Un 1^{er} Mai offensif et rassembleur pour la paix, pour la solidarité et pour gagner sur les revendications ».



« L'inflation a été amplifiée par la spéculation massive dans tous les domaines. Les entreprises ont profité de ce fait sans augmentation des salaires. Les réponses du gouvernement réduisent les droits des travailleurs et infligent des baisses budgétaires pour les services publics. Le gouvernement fait le choix de favoriser les puissants.

Pour rester dans l'ambiance revendicative, les chanteurs de la Mère en Gueule sont venus pousser la chansonnette. Des chansons de circonstances, « la Carmagnole du Montceau, les mouchards, la java de Benoit Broutchoux et pour terminer par le Chiffon rouge.

LE CREUSOT : Le 1^{er} mai 2024 devant l'Alto



Le temps passe, les souvenirs restent... Il y a quelques décennies, c'était à Broye, au Château de Prelay, que la CGT proposait la fête du 1er Mai. Puis cela a été au Parc du Morambeau au Breuil. L'année dernière, le 1er Mai avait vu s'exprimer la contestation de la réforme des retraites...

Cette année, c'est pour d'autres revendications des travailleurs, qu'une manifestation a eu lieu devant l'ALTO au coeur de ville du Creusot. Elle a rassemblé une centaine de personnes. Patrick Martin et Pascal Thiercelé ont lu la déclaration de l'union locale CGT du Creusot (découvrez là sous les photos). Une déclaration suivie par celle de Marie Larrouy, au nom de la FSU.

GUEUGNON : Un rassemblement du 1^{er} mai aux accents pacifiques

Le 1er mai, fête des travailleurs, n'a pas manqué son rendez-vous ce mercredi à Gueugnon. A l'appel de la CGT de Saône-et-Loire (comme dans cinq autres communes du département), près d'une centaine de manifestants au total ont honoré de leur présence ce rassemblement à la cité des forges.

Et si le contexte social local actuel a notamment inspiré Fabien Segaud et Maxence Jouhandeaud, tous deux représentants syndicaux de la CGT Aperam Gueugnon avec l'annonce d'un récent plan de départ volontaire autonome par la direction du site, c'est surtout le contexte géopolitique meurtrier qui marqua et émailla les interventions de ce 1er mai 2024 durant le défilé en ville. « On est solidaires du peuple ukrainien et on demande un cessez-le-feu pour le conflit israélo-palestinien (Israël-Hamas, NDLR) », insistaient de nombreux manifestants.



CHALON : Journée internationale des travailleurs



Ils avaient été des milliers à se rassembler, le 1er mai 2023, en Saône-et-Loire, plus de 3 000 pour la seule ville de Chalon, contre la réforme des retraites, sous la houlette de l'Intersyndicale. On était bien loin de cette affluence ce mercredi. 300 personnes dans le cortège chalonnais réunies à l'appel de la CGT, Solidaires et de la FSU 71. Pas de trace de la CFTD. FO avait choisi l'option « statique », avec un stand installé devant la Maison des syndicats. « Chacun sa façon de faire », explique Frédéric Gibot, secrétaire général Force ouvrière des territoriaux du Chalonais.

Sur le fond, les revendications sont les mêmes : le pouvoir d'achat et la défense d'un service public de qualité. Un service public que les syndicats sont unanimes à considérer comme menacé. Le syndicat enseignant SNUipp-FSU 71 a saisi l'occasion pour appeler à la poursuite de la mobilisation contre « le choc des savoirs » prôné par le gouvernement, notamment « l'usine à gaz » des groupes de niveaux au collège.

LOUHANS : Faible mobilisation pour le 1^{er} mai : la société change et les gens sont égoïstes

Mercredi 1er mai, à l'occasion de la Fête des travailleurs, seulement une quarantaine de personnes ont répondu à l'appel lancé par l'union locale CGT pour venir manifester dans les rues louhannaises. Une faible mobilisation qui, si elle a tout de même le mérite d'exister, attriste les plus anciens.

Mercredi matin, il n'y avait pas foule sur la place de la Charité à Louhans, à l'occasion de la traditionnelle manifestation du 1er mai, Fête des travailleurs et travailleuses. Seulement une petite quarantaine de personnes ont répondu à l'appel de l'union locale CGT du Louhannais.

« C'est vrai que c'est bien moins que lors des manifestations contre la réforme des retraites (jusqu'à 300 personnes avaient garni les rangs des onze manifestations bressanes, NDLR), mais ce rassemblement a le mérite d'exister », débute David Musard, secrétaire de l'union locale.

• Une culture qui se perd au fil des années

Le mérite d'exister « pour rappeler que ce 1er mai reste une journée de lutte car c'est dans la lutte que nous avons obtenu les conquêtes sociales d'aujourd'hui », poursuit le secrétaire de l'union locale. Un sentiment partagé par François Maître, secrétaire général adjoint de la CGT du Louhannais, qui a une nouvelle fois mené le cortège, sur un tour raccourci entre la place de la Charité et le rond-point de l'Europe en raison de la faible mobilisation. « C'est vrai qu'on a du mal à mobiliser en dehors des gros rassemblements sociaux. Et puis je ne blâme pas les associations, mais beaucoup d'événements sont organisés (plus de 400 personnes à la randonnée du 1er mai à Simandre par exemple, NDLR) sur cette journée historiquement de lutte sociale. Après, ce n'est pas la seule raison, il est évident que la motivation des plus jeunes n'est pas présente. Peut-être l'effet retraite où beaucoup ont été déçus des résultats... »



Les plus anciens, qui composaient à 90 % le cortège, sont, eux, beaucoup plus durs. « C'est triste à dire mais, aujourd'hui, le 1er mai est devenu un simple jour férié », lâche un retraité bressan qui n'a pas loupé un défilé du 1er mai depuis qu'il travaille. « On a tenté et on tente toujours d'encourager les jeunes, mais ce n'est plus comme avant. On ne peut pas juger ceux qui travaillent aujourd'hui, c'est loin d'être facile, mais c'est tout de même dommage de ne voir presque personne », poursuit un ancien délégué syndical. Un peu plus loin, dans le cortège, une retraitée est encore plus sévère. « La société change et les gens sont devenus égoïstes. Il n'y a plus de solidarité, ils ne s'occupent plus de la misère des autres. Pour eux, maintenant, l'important est d'avoir un salaire même s'il n'est pas énorme. Le reste, ils s'en fichent ! »

Des mots forts qui feront sens seulement quelques minutes plus tard où, sous la pression des klaxons des automobilistes bloqués au rond-point de la Poste, les responsables CGT décideront de raccourcir leur prise de parole : « Montrons à tout le monde que nous ne sommes pas plus idiots que les autres et partons du rond-point pour laisser passer les voitures ».

MACON : 300 personnes à la manifestation du 1^{er} mai

Le traditionnel rendez-vous du 1er Mai, "journée internationale des travailleurs, comme le rappelait Emile Quandalle, secrétaire de l'Union locale CGT, qui appelait au rassemblement ce mercredi place des Cordeliers, a réuni 250 personnes selon la police, plus de 300 selon le syndicat organisateur, à partir de 10h30.

Après avoir quitté la place des Cordeliers, les manifestants sont passés par la place de la Barre, la rue Victor Hugo, puis la rue Gambetta pour rejoindre la place des Cordeliers.



Emilie Quandalle a également rappelé toutes les bonnes raisons d'être là ce matin, ensemble : « La journée internationale des travailleurs se déroule dans un contexte particulier face à une situation internationale explosive, où la guerre fait rage, notamment en Ukraine et en Palestine. Nous assistons, dans un silence assourdissant et complice de nos dirigeants, aux massacres des travailleurs et des peuples avec un risque d'embrasement à tout moment au Proche Orient. (...) En manifestant le 1er Mai, comme le font les travailleurs et les travailleuses du monde entier, nous exigeons une paix juste et durable partout où la guerre fait rage. (...) Cette situation ne profite qu'à un seul camp, celui du capitalisme qui génère des profits pour les entreprises du CAC40 qui n'ont jamais été aussi élevés, avec 143 milliard d'€ en 2023 ! Un capitalisme qui s'enrichit sur l'horreur de la guerre et sur le dos des travailleurs avec des ventes massives d'armes. Cette journée se déroulera également dans un contexte national de régression sociale sans précédent (...). Bruno Lemaire l'a assez asséné dans les médias : « Il faut en finir avec l'Etat providence. »

Un État providence pour qui ? Interroge la syndicaliste... « Nous sommes passés de 9,4 milliards d'euros d'aides publiques aux entreprises en 1979, à 157 milliards en 2022 ! Pendant que les nantis accumulent, ce gouvernement est en guerre contre le modèle social conquis en 1945 (...) »

Et de citer Jaurès : « Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage ! »

La CGT continue de se battre pour l'augmentation des salaires et des retraites, pour un SMIC à 2 000 € brut. « Mais sans pression collective, ni le gouvernement ni le patronat ne nous ferons de cadeaux. La CGT appelle toutes et tous à s'organiser dans les entreprises et à rejoindre notre organisation syndicale. »

En fin d'intervention, Emilie Quandalle a également apporté le soutien du syndicat aux militants libertaires du Mâconnais qui ont été victimes d'une agression physique par « un groupuscule d'extrême droite » dans la nuit du 13 au 14 avril et a condamné sans réserve « ces agressions de l'ultra droite ».

Formations syndicales départementales 2024

Du 13 au 17 mai

Formation de formateurs au Creusot

Du 29 au 31 mai

Formation Equipe d'animation du syndicat au Creusot
(complète)

Du 3 au 7 juin

Formation CSE au Creusot